



HAL
open science

Bidonvilles, camps... Habiter, l'espérance de l'informel

Alice Corbet

► **To cite this version:**

Alice Corbet. Bidonvilles, camps... Habiter, l'espérance de l'informel. Habitat informel? Ancrage et mobilité, Laboratoire PAVE, Mar 2016, Bordeaux, France. halshs-02284812

HAL Id: halshs-02284812

<https://shs.hal.science/halshs-02284812>

Submitted on 12 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bidonvilles, camps...

Habiter, l'espérance de l'informel.

Alice Corbet

Alice Corbet est anthropologue. Recrutée dans la section « espaces, territoires et sociétés » du CNRS et intégrée au laboratoire LAM (Les Afriques dans le Monde), UMR 5115, elle est aujourd'hui en poste au CFEE (Centre Français d'Etudes Ethiopiennes), USR3137, à Addis Abeba. Son travail porte sur les questions de réfugiés et de déplacés, de camps et d'intervention humanitaire.

<http://lam.sciencespobordeaux.fr/users/alice-corbet>

Haïti, 12 janvier 2010. La terre tremble, et en quelques secondes des milliers de personnes perdent la vie. D'autres sont blessées. Et beaucoup sont à la rue. Certains ont vu leurs maisons s'effondrer, alors que d'autres n'avaient que des abris de taules, ayant déjà entamé leur parcours de la campagne au bidonville, puis de bidonville en bidonville, dans l'espoir de trouver de quoi survivre dans leur nouveau cadre urbain. Parfois, ils y étaient installés depuis des années, parfois, ils étaient nés dans ces assemblages de bâches, de taules, de murs consolidés en mauvais ciment.

Mais avec le séisme, il fallut repartir de zéro, s'installer dans des camps créés par des ONG, ou dans de nouveaux quartiers « spontanés », aménagés dans les moindres espaces vacants : terrains vagues, zones inondables, bords de ravine... Pour ces familles, trouver un endroit sécuritaire était l'enjeu : sécurité physique certes, mais surtout sécurité environnementale –dans le sens de sociale-, incarnée par une base matérielle, pourquoi pas durable, afin d'y (re)commencer une vie « normale ». C'est ainsi que beaucoup partirent s'installer dans une immense zone au Nord de la capitale Port-au-Prince, dont le statut foncier indéterminé provoqua, en quelques semaines, l'invasion de milliers de déplacés : Canaan.

En janvier 2010, la zone était quasiment vide, son climat désertique et sa situation excentrée ne rendant pas le site attractif. Quelques mois plus tard, des milliers de personnes s'y étaient installées, délimitant et nommant des quartiers (Jérusalem, Nouvelle Jérusalem, Canaan I, II, III...), dessinant des routes, distribuant –et vendant, en toute illégalité- des espaces pour construire des maisons, etc. Des écoles privées ont été fondées, des vendeurs d'eau, de nourriture et de matériaux de construction se sont installés, des églises sont apparues, des services de transport ont commencé à parcourir les pistes. Canaan serait aujourd'hui devenu une des plus grosses agglomérations d'Haïti. En toute illégalité et dans une informalité apparente, cet espace délaissé est devenu le cœur de vie de nombreux foyers, certes pauvres pour la plupart, mais dynamiques, y projetant leur avenir. L'encampement, terme initialement anglophone apparu pour désigner les situations de camps qui se pérennisent, y prend bien forme de ville.

Le cas de Canaan reflète l'esprit entrepreneurial typique de déplacement vers des lieux d'habitation aux qualificatifs nombreux et toujours imprécis : les bidonvilles, les invasions, les slums... On y va pour combler un manque (abris détruit, travail perdu) et accéder à quelque chose d'autre. On peut parler de quartiers « informels », car non organisés par les pouvoirs publics –leur statut foncier et celui de propriété ou de location légales de l'habitat est révélateur de cela– bien que, en fait, ils sont très formalisés par ceux qui les occupent, car organisés en interne selon diverses logiques.

Tout comme à Canaan, c'est cette organisation interne, à la fois individuelle et collective, que mettent en avant les études de Myriame Alioualla et de Caroline Chabot. En effet, ces quartiers ne peuvent être compris que si on y pénètre lentement, en prenant le temps d'y déceler les différents destins, et en les percevant de l'intérieur. S'y révèle alors la façon dont leurs habitants les envisagent, et c'est cette perception qui donne forme à l'espace. Telle bicoque qui ne fait pas sens pour un regard extérieur –et encore moins pour un architecte ou un urbaniste– est, pour celui qui l'occupe, le lieu de vie, mais aussi de toutes les espérances : conquérir la ville pour un migrant rural, mettre en sécurité ses enfants pour un déplacé ; en un mot, s'installer, et ce souvent de manière moins temporaire que cela peut paraître. C'est, enfin, une partie appartenant à un tout, le constituant, le confortant, et faisant apparaître au gré de destins croisés et d'un certain désordre de nouveaux quartiers ou villes.

« L'aventurier » qui arrive là et les familles qui lui succèdent y habitent : les travaux sont nombreux, en géographie notamment, sur l'*habiter*. Ils décrivent tous un terme bien plus profond qu'il n'y paraît. On apprend surtout que, plus que le matériel, c'est son investissement qui compte : cet investissement envers le lieu, de l'abri au quartier, donne corps à l'habitat et à l'ensemble auquel il appartient. La maison et son foyer ne sont alors pas isolés, car les personnes créent rapidement des liens de voisinages, de commerce, d'usage.

Ces liens permettent de co-crée le quartier et de l'approprier. Y émerge vite un sentiment d'appartenance pour ses occupants : c'est « chez soi » et « chez nous ». Avec le temps, une historicité s'y développe : les enfants y naissent, des équipes de football s'y disputent, et des espaces s'y distinguent comme plus résidentiels, plus commerciaux, plus aisés... Tout cet investissement se reflète dans la résistance face à l'adversité (article de Caroline Chabot) et dans l'espoir envers le lieu (article de Myriame Alioualla). D'un côté, l'ancienne favela de Vila Autodromo est menacée : ses habitants résistent et veulent le gage d'une vie meilleure s'ils partent. De l'autre, les sentiments ambivalents envers les bidonvilles du quartier de Sidi Moussa, entre honte de l'habiter et identité mise en avant, mettent en exergue des perspectives contradictoires –mi tremplin vers un « mieux », mi échec à y demeurer. Dans les deux cas, on y habite, on y vit, on (s')y investit. Dire qu'on s'y sent bien est un grand mot, car c'est aussi un lieu de manques, mais on s'y sent souvent dans la sécurité relative de la connaissance. C'est l'espace vécu et l'espace usité au quotidien.

J'ai parlé par ailleurs de « communauté du malheur » chez les déplacés haïtiens : mis au même niveau de précarité par le séisme, ils ont dû recommencer à organiser collectivement leur vie quotidienne. Le temps de l'urgence fut très rapide : dès le début les déplacés ont envisagé leur futur, et aménagé leur espace. Le cas de Canaan, qui s'est développé sans planification ni concertation, est très éloquent. Des efforts y sont fait pour que l'endroit « ne se transforme pas en Cité Soleil », expression faisant référence à un emblématique quartier surpeuplé de la capitale, abandonné des pouvoirs publics, en proie à la violence et aux gangs. Chaque maisonnette, qui s'aménage et se solidifie aux grés des moyens de ses habitants, est pensée par rapport à l'espace : on prend soin, notamment, de ne pas densifier le territoire, quitte à l'étendre de plus en plus (jusqu'à la frontière de la République Dominicaine aujourd'hui). Dans chaque jardinet, sont plantés des cultures vivrières, et le désertique Canaan reverdit. La vision du lieu fédère les intérêts particuliers (avoir un chez-soi) pour former un quartier, une ville. La survie individuelle y prend forme de projet collectif.

Néanmoins, le temps passant, il faudrait qu'une planification urbaine vienne s'appuyer sur les efforts des habitants pour gérer les réseaux électriques, d'eau, ou d'évacuation des déchets : c'est ainsi que, souvent, l'informel formalisé rentre dans la formalité légale, sans pour autant être toujours mieux considéré de la part des gestionnaires urbains. Il demeure alors un quartier pauvre, marginalisé, sauf si l'expansion urbaine et le faible coût de la vie le place au centre des intérêts

locaux, où il peut devenir un enjeu et se transformer en un quartier riche, évinçant les habitants qui ne peuvent profiter de ce revirement (comme à El Alto, en Bolivie).

De fait, Canaan est donc une nouvelle ville haïtienne. Si le gouvernement a parlé de son éviction, il semble peu probable que cela soit mis en œuvre. Soit la zone sera légiférée pour intégrer un statut foncier et urbain propre, soit elle sera ignorée et restera dans l'illégalité. Ce que veulent ses habitants, c'est bien sûr la légalisation et la reconnaissance : un droit à la ville (avec des infrastructures, des papiers...), ce qui incarnerait une existence, une citoyenneté. Ce « droit à la ville » et à la citoyenneté s'attache plus à une reconnaissance morale qu'aux avantages concrets qu'il induit. Les articles de Myriame Alioualla ou de Caroline Chabot illustrent cet attachement et ce désir. Ils montrent en quoi l'habiter est à la fois un effet d'initiative(s) mais aussi une structure, un résultat et un contingent.

A nous de considérer Canaan, Vila Autodromo et Sidi Moussa comme des espaces certes en marges, mais aussi centraux dans la vie de millions d'habitants. Ils incarnent des formes d'habitat et de manières de vivre informelles mais organisées, luttant pour la citoyenneté et pleines d'avenir, qui reflètent pour beaucoup la réalité du monde d'aujourd'hui.

Orientations bibliographiques :

- . Black Richard, 1998, Putting refugees in camps, *in* People in camps, Forced Migration Review 2
- . Corbet Alice, 2016, « Community after all? An inside perspective of encampment in Haiti », *in* Journal of Refugee Studies, special issue "What is a camp? Explorations of the limits and effects of the camp", ed. : Simon Turner, volume 29, n°2 (juin), pp.166-186
- . Dorier-Apprill Elisabeth, Gervais-Lambony Philippe(coordinateurs), 2007, Vies citadines, Paris : Editions Belin
- . Frémont Armand, 1974, Recherches sur l'espace vécu, L'espace géographique, vol.3 n°3, pp. 2031-238.
- Huchzermeyer Marie, 2011, Cities with « slums »: from informal settlement eradication to a right to the city in Africa, Claremont : UCT Press
- . Lefebvre Henri, 1968, Le Droit à la ville, Paris : Editions Anthropos
- . Lussault Michel, Paquot Thierry, Younès Chris, 2007, Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie, Paris : La Découverte.